

Crise à l'Uprona et Affaire Rufyikiri : Entre mémoire courte et agendas cachés

@rib News, 31/01/2014 Burundi : Les lacunes de la mémoire de l'ancien Parti-Etat UPRONA Me Rufyikiri Par Kabura Nicodème La haine prôve-t-elle ou suit-elle la posture idéologique ? Les deux sans doute. Sans doute qui dit haine de soi, dit haine des autres. Dans la sous-région les Partis politiques MPR, PARMEHUTU, MRND et autres du genre qui avaient imposé des régimes dictatoriaux basés sur le principe du Parti-Etat unique, ne font plus partie du vocabulaire courant seul l'UPRONA fait exception. De fait, le Parti UPRONA n'a pas fait dans la dentelle au cours des quatre décennies passées sous son autoritarisme de 1966 à 1993, l'histoire du pays est remplie de crimes graves dont de possibles actes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité sans que les responsables de ces possibles actes n'aient été appréhendés.

Au cours de cette tragédie, l'appareil judiciaire burundais a été nettoyé de la majeure partie de ses magistrats, cadres agents d'ethnie hutu. La perception d'une justice mono-ethnique partielle trouve son origine à cette époque. En effet, seulement l'appareil judiciaire était incapable de poursuivre les nombreux auteurs de crimes, mais certains procureurs et juges prenaient une part active dans le mouvement de répression sanglante, d'abus et de décisions arbitraires qui ont profondément marqué la mémoire collective. La persistance de l'impunité concernant ces crimes est un caractère aggravant du dramatique conflit burundais, du « contentieux de sang » et de mémoire. Le cas de Me Isidore Rufyikiri qui vient d'être radié du barreau burundais pour, entre autre, malversation économique et outrages divers envers les autorités n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Soit dit en passant, il était parmi ceux qui avaient procédé au manque du 3 juillet 1993 ce qui lui avait valu un emprisonnement qui a pris fin à la consommation du putsch sanglant qui a emporté le Président Ndadaye trois mois plus tard et est membre actif de PA Amasekanya, association connue pour ses actes de promotion de la haine ethnique. Linéaire, cyclique, cosmique ou cellulaire, le temps qui passe factuellement ne passe pas. Si nous pouvons aujourd'hui produire une description du temps multiple, c'est tout de même le résultat d'une certaine évolution de l'histoire des sciences, d'un parcours de la pensée. Le problème du temps nous. Or il se donne dans la conscience. Il y a bel est bien un temps de la conscience. Ce dernier nous permet de revisiter l'opposition de l'espace et du temps, et de la contester. Ainsi, il y a un espace du dedans, lequel est pleinement mobilisé par la temporalité. Tant que nous volons à ras du présent, nous ne voyons aucun avenir devant nous et redoutons la catastrophe. Et même si nous fallait ici prendre un peu de hauteur ? Comme le disait Dieudonné Mbonimpa catastrophe il y a c'est pour les propres membres de l'UPRONA qui ont eu à gérer la chose publique et donc comptent du bilan macabre de ces longues années de malheur. Ledit système a engendré plusieurs pratiques rétrogrades et inhumaines, dont l'apartheid intellectuel burundais officialisé à l'époque dans le secteur du Système éducatif par sélection via le Système des « U » et « I », la Fraude des Certificats de 6^{ème} année, l'obligation de frapper les voisins ainsi que l'Assaut des écoles rurales par des écoles des familles fortunées des centres urbains sans oublier le vol de diplômes couplé par une usurpation d'identité. Pleins de cadres burundais ont fait carrière en profitant de ce contexte. Il faudra aussi résoudre ce contentieux car les victimes directes et indirectes de ces pratiques ont eu des vies complètement brisées. Quelle dédommagement ou compensation pourra leur atténuer l'accumulation de souffrance endurée pendant toutes ces années de misère, de frustration, de découragement et d'injustice gratuite ? Au lieu de continuer à narguer, à accuser et à condamner les victimes de cet Apartheid, nous voudrions plutôt inviter le Gouvernement burundais et la Société civile à prendre ce dossier au sérieux et de mener des recherches approfondies en vue de trouver des solutions pour indemniser ou tout au moins apaiser les souffrances des victimes, sanctionner ceux qui détournent des diplômes non mérités, fraudés ou usurpés ainsi que condamner les planificateurs et les exécutants de ce plan macabre. Dans une perspective pragmatique, un non-conciliant est vrai même si est rentable. Cette affirmation ne conduit pas pour autant au cynisme. Nous sommes aujourd'hui déçus par la nouvelle intolérance un phénotype « A » qui se veut à analyser en tant que tel. Bien entendu les idéologies sont sous-entendues par des intérêts. Il est probable que l'intolérance et l'idéologie sont inséparables que l'onde et la particule dans la mécanique quantique. Là où il y a l'un, il y a l'autre. Les idéologies n'ont pas disparues avec la chute des régimes totalitaires, mais elles sont revenues sous différentes formes. L'idéologie revient sous une forme dulcorée et dispersée (société civile). Même si même n'est pas plus systématique global, le mode de pensée idéologique présente partout. Un de ses effets est de reformer à partir de schémas simples, dans le seul but de mise aux normes, des matières qui n'avaient pas besoin de l'être, au lieu de résoudre les problèmes on en crée. Quand le fascisme se développe, c'est qu'il a des racines profondes et invisibles. S'en prendre aux individus fascistes sans pour autant combattre les raisons, les valeurs et les situations qui l'alimentent ne servirait pas à grand-chose dans le fond. Ce n'est pas l'illusion qui dissimule la réalité et on ne doit pas lever les enfants d'après l'état présent de l'espace humaine, mais d'après un état meilleur. Egalement, on ne peut pas combattre le fascisme si l'on ne lutte pas contre les fascistes eux-mêmes. Mais de la même manière, il serait vain de vouloir lutter contre les fascistes sans combattre le développement du fascisme lui-même. Avec le contentieux de sang non encore résolu au Burundi, il est fondamental aujourd'hui d'étudier, d'analyser et de comprendre le fascisme ses origines et ses sources, analyser son développement et comprendre pourquoi et comment il prend de l'importance aujourd'hui au Burundi comme fond idéologique pour certains Partis politiques et qui ne s'en cachent plus. Il est difficile de comprendre le rétrécissement de la liberté de pensée et d'expression auquel nous assistons aujourd'hui, sous le retort de la pensée au sein de l'UPRONA, sans se référer à la notion d'idéologie radicale capable d'affirmer le contraire. Ce n'est pas seulement tel ou tel trait du passé qui se trouve ainsi disqualifié ou cette hypertrophie de l'esprit dans ce mode de pensée idéologique, mais le passé en général. L'emprise qui est exercée de plus en plus au sein de la sphère dite (société civile) amène à considérer qu'elle aussi pourrait être tombée dans l'ornière idéologique targuait d'éviter. De fait, une série de prémisses simples dictent aujourd'hui que son essentiel commerce tenu à l'absolu est sa suprématie idéologiquement politique. Dans l'affaire de Me Rufyikiri Isidore, de nombreuses organisations d'avocats dont les collectifs des bâtonniers de France et de Belgique en passant par la noble société civile

burundaise prolongement de l'ancien Parti unique UPRONA, apportent un soutien fort et des plus émouvants à ce dernier. Louable me direz-vous ? Cependant, pendant toute la durée des quatre longues décennies de dictature, que ce soit pour le sort des survivants, même pour Feu le Président Ndadaye, leur silence à ce jour est plus qu'assourdissant. Il y a lieu à se demander si cette solidarité est à géométrie finie ou à géométrie variable. Kabura Nicodème